

Inventer à gauche
2èmes Rencontres nationales

« La France, l'Allemagne et la crise européenne »
Strasbourg, le 22 janvier 2011

Contribution de Robert CHAPUIS

L'Europe : une utopie nécessaire

Les socialistes ont été certainement les militants les plus actifs et les plus convaincus de la cause européenne. Socialistes français, allemands et italiens ont même accepté des alliances avec des partis du centre et de la droite pour bâtir une Europe démocratique qui garantirait non seulement la paix entre leurs nations, mais assurerait le progrès social à travers un développement économique mieux partagé. La guerre froide a contraint les partisans de la communauté européenne à s'engager dans le bloc occidental sous la domination du système capitaliste. De ce fait, pour les socialistes, à la libéralisation des échanges à l'échelle européenne, a répondu la recherche de la protection sociale la plus juste possible à l'échelle de chaque Etat. L'élargissement vers la Grande-Bretagne et les pays scandinaves a renforcé cette dualité entre l'économique et le social. L'élargissement vers les nouvelles démocraties du Sud (Grèce, Espagne, Portugal) a fait espérer un meilleur équilibre, mais le rattrapage économique qui leur était nécessaire n'a pas permis d'engager de véritables politiques européennes, à la fois économiques et sociales.

Une relance a été néanmoins tentée au début des années 90 avec l'accord de Maastricht qui définit les bases d'une Union européenne et crée une monnaie commune : l'euro est né dans le contexte d'un accord franco-allemand qui prend en compte l'unification allemande et le besoin de politiques communes dans les grands secteurs de la vie économique. Parallèlement, la concertation s'organisait entre les centrales syndicales, dans le cadre de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), tandis que les initiatives se sont multipliées au sein de la société civile. Le besoin d'une constitution se fait jour et une Convention est réunie à cet effet.

Cette relance va buter sur deux difficultés :

1. L'effondrement du bloc soviétique entraîne la constitution dans le cadre des anciennes « démocraties populaires » d'entités nationales qui voient dans l'Europe à la fois une protection contre tout retour « stalinien » et un moyen d'assurer leur développement économique. L'élargissement à dix nouveaux pays et bientôt à douze (avec la Roumanie et la Bulgarie) s'effectue alors même que les structures de l'Union européenne ne sont pas encore définies : le traité de Nice aboutit à une caricature et la

discussion du projet constitutionnel pays par pays dans des conditions différentes, se heurte aux réflexes nationaux qui restent les plus forts (échec du référendum en France et aux Pays-Bas en 2005).

2. La mondialisation des échanges permet l'émergence de nouveaux pays, considérables par leur étendue et leur population : de nouveaux rapports de force s'établissent, tandis que les Etats-Unis, frappés par les attentats du 11 septembre 2001, se lancent dans des croisades incertaines sur lesquelles les pays européens se divisent. La crise partie des banques américaines, s'étend au reste du monde et frappe les pays européens dans la plus grande inégalité, entraînant des réponses différentes malgré des tentatives de coordination. La limitation de la croissance, la mise en cause des protections sociales, la relation supposée entre chômage et immigration, renforcent les tendances au repli sur soi et à la xénophobie.

La construction de l'Europe politique devient plus difficile au moment où elle est plus que jamais nécessaire. Il faut donc mener de front trois tâches indispensables :

- Achever **l'élargissement**, en particulier vers les pays des Balkans et la Turquie. Des accords spécifiques, différents de l'adhésion doivent être trouvés avec les pays de l'ancienne URSS, en concertation avec la Russie qui doit rester un partenaire et non un adversaire.
- Dégager les bases de **politiques communes** sur les grands enjeux de la mondialisation tels que l'énergie, l'agriculture, la recherche, les échanges commerciaux, la pacification des relations internationales... Ces politiques doivent être mises en œuvre sur une base communautaire, ce qui implique un renforcement et une démocratisation des institutions européennes : démocratie participative tout autant que représentative, légitimité d'un gouvernement européen à travers la Commission, relation étroite entre le parlement européen et les parlements nationaux...
- Assurer l'homogénéité des **protections sociales** afin de donner aux populations des conditions de vie analogues et créer une cohérence entre le développement économique et le progrès social. Le bloc européen peut constituer ainsi un élément clé du nécessaire équilibre entre les continents dans la recherche d'une écologie planétaire indispensable à la survie et à l'avenir de l'humanité.

Ces tâches paraissent aujourd'hui parfaitement utopiques. Elles constituent précisément l'utopie qui doit animer la volonté politique des nouvelles générations. Les socialistes sont les mieux à même d'assurer à la fois le projet européen et les conditions de sa mise en œuvre : ils sont au cœur de l'histoire du 20^e siècle et peuvent porter avec les nouvelles forces émergentes, notamment sur le champ de l'écologie, les évolutions qu'exige le 21^e siècle.

La social-démocratie a traversé bien des épreuves. Elle reste cependant la meilleure chance de construire l'Europe de demain. Les socialistes français et allemands doivent être au sein du Parti Socialiste Européen les éléments du renouveau socialiste qui ouvrira la possibilité d'une relance européenne. Dès aujourd'hui, ils peuvent s'engager dans cette voie :

- Par une relance **militante** : des forums sociaux à l'échelle de l'Europe peuvent mobiliser les énergies de la jeunesse, des syndicats et des associations en jonction avec les partis progressistes.
- Par une relance **parlementaire** : le rapprochement entre les députés européens socialistes sur la base de projets communs, en jonction avec les parlementaires nationaux devraient donner une plus grande visibilité à l'Union européenne et transformer son image auprès des opinions nationales.
- Par une relance **gouvernementale**, en fonction de l'accession des socialistes et sociaux-démocrates au pouvoir dans leurs pays, mais aussi dès maintenant par les pressions qu'ils peuvent exercer conjointement sur la Commission et le Conseil Européen en jonction avec les forces vives de l'Europe telles qu'elles apparaissent, par exemple dans le Comité des Régions ou la Confédération Européenne des Syndicats.